

Merci de respecter la mise en forme de ce document (police, caractères, marges, etc)

Formulaire de restitution d'une synthèse

Arrondissement : CHERBOURG
où s'est déroulée la réunion **TOURLAVILLE**

Merci de supprimer les intitulés qui ne correspondent pas à votre situation

Type de réunion

Réunion d'école publique

Discussion sur le constat

La participation à ce débat a été très contrastée assez nombreuse le premier jour, faible le second. Sa logique, son utilité et son interprétation ont été remises en cause tant du côté des enseignants que de celui des parents. Certains parents sont intervenus pour se déclarer incompetents pour répondre aux questions sélectionnées. La discussion traduit des inquiétudes, de la méfiance quand aux objectifs du gouvernement, les inégalités engendrées par une décentralisation trop poussée, l'introduction d'une logique marchande dans l'école.

Le temps attribué pour débattre de cette question importante et fondamentale qu'est l'avenir de l'école de la République a été jugé insuffisant pour aller au fond des thèmes et pouvoir recueillir l'avis de grands témoins experts. La disponibilité accordée aux enseignants pour participer a également été soulignée ainsi que le recrutement des animateurs.

Plus qu'un pointage d'une seule institution (l'Education Nationale), c'est un véritable projet de société qu'il faut élaborer .

De ces inquiétudes, ces attentes, et du malaise ressenti à l'issue du mouvement d'ampleur qui a touché l'Education Nationale au printemps 2003, se dégagent des lignes fortes qui peuvent être reprises dans l'ensemble des questions posées. Il n'apparaît pas de fracture entre parents, enseignants et représentants des collectivités présents mais surtout des différences sur le sens que l'on met sur certains mots et certaines valeurs. Les moyens ne sauraient être exclus des débats...

Les programmes sont considérés comme étant de la compétence de l'Education Nationale, c'est un domaine spécialisé où les familles se sentent peu armées débattre.

L'hétérogénéité des élèves doit être prise en compte tout au long de la scolarité dans les programmes et intégrée dans la liaison école collège.

Un allègement des programmes est souhaité pour un recentrage sur les disciplines fondamentales français et mathématiques.

La maîtrise de la langue française est jugée prioritaire.

Les rythmes et les calendriers scolaires ne tiennent pas assez compte de l'enfant car ils sont surtout élaborés par des groupes de pression économiques. Il faut repenser l'année, la semaine et la journée.

On ne tient pas assez compte des bouleversements au sein de la cellule familiale et de la difficulté pour les familles à assurer un suivi de l'enfant en dehors des heures scolaires.

Les leçons doivent être repensées. Sont elles pertinentes et comment peuvent-elles l'être?

Les rôles respectifs de l'école et des familles dans l'éducation de l'enfant ne sont pas assez définis. Ecole lieu d'éducation qui pallierait aux manques de la société ou simple lieu d'enseignement et d'échange des savoirs?

La relation école famille doit être repensée et plus humanisée dans le second degré.

La décentralisation risque d'accentuer les inégalités entre les collectivités riches et les collectivités pauvres.

L'inégalité entre collectivités entraîne des dérives marchandes et le recours à des pratiques douteuses de sponsoring.

La formation initiale des enseignants est jugée inadaptée.

La scolarisation des enfants atteints de handicap n'est assez pensée en termes de formation, de structures et de limites à l'intégration.

Il n'y a pas ou pas assez d'intervenants spécialisés dans les troubles du langage.

Il faut des moyens supplémentaires, humains et financiers, modulables selon les priorités des écoles.

Certaines interventions sont développées dans le cadre des trois questions sélectionnées.

05 Quel socle commun de connaissances, de compétences et de règles de comportement, les élèves doivent-ils prioritairement maîtriser au terme de chaque étape de la scolarité obligatoire?

Les savoirs de base: lire, écrire, compter sont considérés comme devant être l'objectif à atteindre tout au long de la vie scolaire de l'élève, collège compris. Les fondamentaux de l'école de la République et la garantie de leur maîtrise tout au long de la scolarité détermine l'accès aux autres savoirs.

Il ne faut pas bannir les autres disciplines des programmes de l'école primaire mais les utiliser en terme d'outils complémentaires.

L'enfant doit être évalué à l'école primaire sur les fondamentaux et pas sur autre chose.

On ne peut pas concevoir l'apprentissage des langues sous toutes ses formes (orale et écrite) quand on a des difficultés d'apprentissage de sa propre langue.

Les moyens actuels ne permettent pas de réellement prendre en compte la diversité des élèves.

Il faut plus de personnels spécialisés, introduire de nouveaux métiers spécialisés dans les difficultés d'accès aux langages (orthophonistes de l'Education Nationale).

Des classes passerelles devraient être mises en place au collège pour faire face à la grande difficulté et à l'hétérogénéité.

Des moyens supplémentaires modulables devraient être attribués en fonction des priorités des bassins d'écoles pour pouvoir gérer des effectifs plus petits et permettre des décroissements.

8 Comment motiver et faire travailler efficacement les élèves?

La formation initiale des enseignants doit être repensée et assurée par des personnes de terrain.

La formation initiale doit préparer à faire face aux situations de grande difficulté et de gestion de l'hétérogénéité.

Les rythmes ne tiennent pas assez compte de l'enfant. Ils sont à redéfinir en tenant compte de son âge de développement.

Le calendrier scolaire ne doit pas être construit en fonction des groupes de pression économique-touristiques.

L'enfant n'a pas à subir le rythme de la société.

Les parents devraient être mieux intégrés dans le système éducatif. La relation école famille est très forte en maternelle, diminue en primaire et est quasi inexistante au collège.

Des outils de communication devraient être institués.

Les programmes ne tiennent pas assez compte des expériences innovantes menées sur le territoire, ni des outils et méthodes qui ont fait leurs preuves dans les Zones sensibles (ZEP).

Les leçons ne sont pertinentes que si elles sont abordées d'un point de vue méthodologique et en termes de liaison école parents.

Les leçons ne doivent en aucun cas être un travail supplémentaire.

Les leçons peuvent amplifier les inégalités selon qu'une famille est disponible, ait les finances nécessaires, les connaissances et les capacités à traiter la difficulté en son sein.

Le respect de l'adulte par l'enfant doit être aussi inculquée dans la famille, respect dans le comportement mais aussi dans le langage.

L'école doit être un lieu d'éducation mais elle n'est pas là pour résoudre tous les problèmes de la société. C'est d'abord un lieu d'apprentissage.

18 Comment en matière d'éducation, définir et répartir les rôles et les responsabilités respectifs de l'État et des collectivités territoriales?

Trop de décentralisation fait courir le risque d'une inéquité en terme de moyens. Asservir les programmes aux exigences du monde économique entraînerait des disparités d'une région à l'autre.

Les contenus d'enseignement doivent rester de la compétence de l'Etat.

Pour le 1^{er} degré, la décentralisation doit rester telle qu'elle est actuellement et pas plus.

L'état doit plus tenir compte des capacités financières des collectivités déjà mises à mal par son désengagement progressif.

L'école est de la responsabilité de l'État dont il est le garant du bon fonctionnement.

Toute décentralisation supplémentaire conduirait à des inégalités.

Remarques complémentaires sur le débat

Le débat s'est déroulé dans le respect des opinions de chacun. Les craintes et les appréhensions des différents partenaires de la communauté éducative sur l'objectivité du traitement de ces questions est un argument à ne surtout pas négliger .

Un communiqué de cinq organisations syndicales a été lu en début de séance et est intégré à cette synthèse.

Le souhait de certains participants est d'institutionnaliser ces moments d'échanges sur l'école .

Déclaration commune FERC-CGT; FSU; UNSA Education; SNFOLC; SUD Education

LE DEBAT POUR LA DEFENSE ET L'AMELIORATION DE L'ECOLE PUBLIQUE EST OUVERT DEPUIS LE PRINTEMPS...

Lors du mouvement du printemps dernier, les personnels de l'Education se sont particulièrement mobilisés. Avec toutes celles et ceux qui se sont engagés à leurs côtés, ils ont notamment posé les bases d'un véritable débat sur le système éducatif; ils ont mis l'avenir de l'école à sa juste place, celle d'un projet de société. Ils ont dit avec force leur profond rejet d'une conception libérale de l'éducation de son instrumentalisation au service des besoins économiques, leur exigence d'une école de qualité pour la réussite de tous les élèves

Aujourd'hui alors qu'il a été sourd à cette immense mobilisation, ce gouvernement organise un Grand Débat affiché 'sans sujet tabou', mais devant déboucher sur une proposition de loi d'orientation pour début 2005. Le contexte dans lequel s'engage ce processus ne peut que nous inquiéter sur les véritables intentions.

Ce gouvernement

- a maintenu la décentralisation des personnels TOS (agents des collèges et lycées),**
- veut revenir sur le transfert des médecins scolaires aux départements,**
- annonce la suppression de milliers de postes pour 2004,**
- supprime le statut des surveillants (MI/SE),**
- avance à marche forcée sur le projet de réseaux d'écoles lié à la décentralisation,**
- s'attaque à la scolarisation des tout petits,**
- garde en suspens une réforme régressive des Universités et des IUFM,**
- gèle les traitements et développe le salaire au mérite, se prononce sur des questions comme le collège unique, le recentrage sur les savoirs, la mixité et tout cela avant même l'ouverture du débat.**

En réalité, à la lecture des 22 fiches qui orientent strictement le débat, il propose en fait d'amplifier sa politique de régression sociale.

Redynamiser la mobilisation pour la défense et le développement des Services Publics dont le Service Public d'Education Nationale,

Refuser la logique de rentabilisation qui se met en place par la baisse globale des moyens, la précarisation des personnels (nous nous prononçons au contraire pour le rétablissement des postes statutaires) et l'introduction de la logique d'entreprise

Combattre la décentralisation des personnels de l'Education

sont nos objectifs prioritaires qui ne peuvent que se heurter à la politique gouvernementale.

Trois priorités pour l'École

1 Priorité à la maîtrise de la langue et l'apprentissage mathématique tout au long de la scolarité : les disciplines transversales ne devant être systématisées qu'au collège, la difficulté scolaire pourra être traitée par une amélioration des rythmes, la création de postes spécialisés ainsi que par l'adaptation et la modulation des moyens en fonction des priorités dégagées par bassins d'écoles.

2 La relation parents/école doit être renforcée par des outils de communication mais aussi par l'institutionnalisation de temps de concertation financés sur la base de la parité avec le second degré (conseils etc..)

3 L'Etat doit s'engager plus fortement à garantir aux collectivités, la présence, la qualité et l'équité de fonctionnement du service public d'éducation sur l'ensemble du territoire sans restriction, diminution des moyens, ni désengagement progressif.